

début des années 1970, et dont nous avons étudié plus haut un exemple caractéristique avec le mémorandum de Powell²³⁴. Selon ce modèle simplet inspiré des doctrines contre-insurrectionnelles, la tâche principale, face à ce que l'on analysait comme attaque idéologique lancée contre le système de la libre entreprise, était de reconquérir les cœurs et les esprits, ceci par une contre-attaque massive menée sur le terrain des «idées». Telle que réinterprétée par ce gramscisme de comptoir, la lutte pour l'hégémonie se ramenait à des tâches de contre-bourrage de crânes.

Pour le groupe de Saint Andrews, c'était faire fausse route. Comme le montrait l'expérience récente, on avait déjà eu beau parvenir à convaincre une majorité de gens – suffisamment en tout cas pour remporter les élections –, il n'en restait pas moins que la société résistait encore, et que les réformes patinaient. Et rien ne servait, face à de tels «blocages», de répéter qu'il fallait faire davantage de «pédagogie». Les partisans de la «bataille des idées» commettent une erreur fondamentale de méthode, qui tient à leur conception erronée des rapports entre théorie et pratique. Postulant qu'une fois les cerveaux conquis, les conduites suivront, ils considèrent la victoire idéologique comme étant un préalable à la réforme, et en cela, ils se trompent lourdement. C'est ce schéma, à la fois idéaliste et étapist, que Pirie conteste. Il y renifle une illusion typique des intellectuels, eux qui, de par leur position sociale, tendent à attribuer aux «idées», et en sous-main à eux-mêmes qui sont réputés en être les instigateurs, un rôle premier: «il est naturel pour eux de supposer que les idées sont les déterminants ultimes et que gagner la bataille des idées équivaut à gagner la bataille des événements²³⁵». Mais c'est manifestement faux.

Si l'on veut gagner, poursuit-il, il faut inverser la relation. Si vous voulez comprendre, conseille-t-il à ses petits camarades, faites une pause dans votre lecture soporifique d'Hayek et ouvrez un peu Che Guevara – un «héros» –, et puis surtout Lénine – authentique «homme d'action». Car Vladimir Ilitch a montré la voie: «plutôt que chercher à *appliquer* la théorie marxiste, il découvrit *dans l'expérience pratique* comment un groupe d'hommes peu nombreux mais déterminés, implacables, pouvait prendre le contrôle d'une grande nation et y conserver le pouvoir²³⁶». Bref, s'il y a une leçon à retenir de l'ennemi, c'est que «l'action précède la théorie²³⁷». Récupération, donc, non pas de tel ou tel motif de la critique du capitalisme, mais d'une attitude révolutionnaire. Curieuse naissance d'un style bolcho-libéral dans la politique réactionnaire.



La spécificité de ce courant-là du néolibéralisme réside dans son attention fine aux dispositifs pratiques. «Dans les années 1970, quelques groupes», écrit Pirie (il parle souvent de lui-même et de ses amis à la troisième personne), «se sont concentrés non pas sur la bataille des idées, mais sur des questions d'ingénierie politique. Plutôt que d'agiter l'étendard du marché et de pousser les cris de ralliement habituels, ils se sont intéressés [...] de façon détaillée à des techniques et à des mécanismes politiques²³⁸». Ces intellectuels se conçoivent moins comme des tribuns ou des propagandistes que comme des «ingénieurs politiques» qui «construisent des machines qui marchent²³⁹». La tâche n'est pas tant de convaincre les gens que de trouver les moyens techniques de «modifier les choix que font les gens, en altérant les circonstances de ces choix²⁴⁰». Que les conditions de la pratique changent, et le reste suivra. «La plupart des succès de la micro-politique, se vante-t-il rétrospectivement, ont précédé l'acceptation générale des idées sur lesquelles elles se fondaient. Dans bien des cas, c'est le succès de ces politiques qui a conduit à la victoire de l'idée plutôt que l'inverse²⁴¹.»

Comment se fait-il, se demandent ces auteurs à la fin des années 1970, que des gouvernements conservateurs, pourtant confortablement élus et bien décidés à «réformer», n'y parviennent pas, du moins pas autant qu'ils l'annonçaient²⁴²? Ni par mauvaise volonté, ni par pusillanimité de leur part mais pour des raisons objectives, parce qu'ils se heurtent à la contre-dynamique de la «surcharge de la demande» inscrite dans les rouages mêmes de la démocratie-providence – ceci sans avoir le moindre rudiment de stratégie efficace à lui opposer.

En cherchant maladroitement à tailler à la serpe dans les dépenses publiques, ils suscitent alors forcément, à chaque tentative, des levées de boucliers de la part des groupes sociaux concernés. Leur erreur consiste à vouloir réduire l'offre gouvernementale en supprimant des prestations auxquelles leurs bénéficiaires sont attachés sans se préoccuper en amont de faire refluer la demande sociale que l'État-providence a structurellement concentrée sur lui. Autant vouloir empêcher l'eau de bouillir en appuyant bien fort sur le couvercle de la marmite²⁴³.

La solution à ce problème allait être la «privatisation» – un néologisme que l'on employait encore entre guillemets au début des années 1980. De façon fort évocatrice, la couverture du livre que Pirie publia en 1985 aux États-Unis, *Démanteler l'État, théorie et pratique de la privatisation*²⁴⁴, était illustrée par un dessin montrant une main géante, équipée d'un

pied de biche, en train de fracturer la coupole du Congrès à Washington.

Définie comme un « basculement des fonctions gouvernementales sur le secteur privé²⁴⁵ », cette « stratégie pour couper dans le budget » présentait l'avantage, par contraste avec les précédentes, de ne pas faire disparaître le service du jour au lendemain, mais de le transférer à d'autres prestataires. Les syndicats de fonctionnaires ne manqueraient pas de s'opposer à la privatisation au nom de la défense de leur emploi et de leur statut, mais le pari était que les usagers, ne voyant pas tout de suite en quoi ils allaient perdre au change – et ce d'autant moins que l'on aurait laissé les services publics se dégrader au préalable –, ne réagiraient pas avec autant de vigueur que si on leur avait annoncé tout de go la suppression des activités non rentables.

La privatisation constitue certes un ingénieux procédé de coupe budgétaire, mais, ajoutaient les néolibéraux de Saint Andrews, on aurait tort de l'y réduire, car ses potentialités sont bien plus prometteuses encore. Il y avait bien sûr là-dedans des motivations de gros sous, tant il est vrai que la privatisation des services publics participe d'un nouveau cycle d'accaparement que David Harvey a qualifié « d'accumulation par dépossession²⁴⁶ », mais ses promoteurs préféraient insister sur un autre aspect – lui aussi très important, pas juste un prétexte – en la présentant comme une stratégie proprement politique, centrée sur des enjeux de gouvernabilité.

En « faisant sortir le service du monde politique pour le placer dans un monde purement économique²⁴⁷ », on ne change pas seulement de régime de propriété, mais aussi de mode de gouvernement. Tant qu'un service est régi par les logiques du monde politique, il est très difficile d'en contrôler les coûts et d'en limiter l'expansion, mais « si ce programme peut être déplacé dans le secteur privé, alors il va automatiquement être assujéti à des disciplines de marché²⁴⁸ ». Ce que les gouvernements peinent à faire volontairement, la discipline de la concurrence l'imposera mécaniquement. La privatisation, par conséquent, n'est pas tant un projet de dérégulation que de *re-régulation* : passer d'un mode de régulation à un autre, différent dans ses procédés, mais plus drastique encore, sachant que « la régulation que le marché impose à l'activité économique est supérieure à toute régulation que les hommes peuvent concevoir et mettre en œuvre par la loi²⁴⁹ ».

La privatisation promettait de résoudre par la même occasion le problème de la surcharge de la demande : « plutôt que de frustrer les demandes politiques en faveur de la dépense, faire *dévier* cette demande vers le secteur non-gouvernemental²⁵⁰ », « réorienter les

revendications» adressées à l'État-providence « vers des relations d'échange monétaires²⁵¹ », les rediriger « vers des domaines extra-politiques, de marché²⁵² », de sorte à neutraliser « la dynamique politique sous-jacente qui pousse à la dépense²⁵³ ».

En convertissant ainsi les anciennes revendications politiques en demande marchande, on espérait décharger non seulement budgétairement mais aussi politiquement l'État de la pression du public. « Plus l'État se retire du processus économique, par exemple en privatisant les services publics, mieux il peut échapper aux exigences de légitimation liées à sa responsabilité générale pour alléger les fardeaux d'un capitalisme en crise²⁵⁴. » On comptait ainsi faire coup double : résoudre, en même temps que la crise financière de l'État, sa crise de légitimité – soit les deux mamelles de la « crise de gouvernabilité des démocraties ».

« Il faut bien comprendre, insiste le sociologue Paul Starr, que la privatisation est un projet de ré-ordonnement fondamental des revendications dans une société²⁵⁵. » Tandis que l'usager insatisfait se tournait vers la puissance publique et lui demandait bruyamment des comptes, le client mécontent se borne à changer de crémérie. En privatisant l'offre, on cherche à dépolitiser la demande, à lui faire préférer, selon les catégories de Hirschman, « exit » à « voice » : voter avec ses pieds en prenant la sortie plutôt que contester en donnant de la voix.

En 1987, signe des temps, Stuart Butler, l'un des privatiseurs de Saint Andrews, s'amuse à détourner, pour en faire le titre de l'un de ses articles, l'ancien slogan de la gauche radicale, « Power to the people », l'assortissant du sous-titre suivant : « Une vision conservatrice du welfare²⁵⁶ ». Il s'agissait de « reprendre le mot d'ordre des années 1960 – “empowerment” – pour lui donner sa véritable signification²⁵⁷ ». Plutôt que de financer des services sociaux, il préconisait de distribuer des bons, des « vouchers », aux allocataires afin qu'ils aillent les dépenser sur un marché ouvert à la concurrence. Tandis que l'empowerment militant visait l'intensification d'une puissance d'agir collective et politique, l'empowerment néolibéral vise au contraire à y substituer une agentivité de consommateurs individuels, « responsabilisés » sur fond de privatisation et de mise en concurrence des prestataires. Leur donner le choix, mais pour qu'ils cessent de donner de la voix. Empowerment de marché contre empowerment politique²⁵⁸.

Au début des années 1980, certains néolibéraux encourageaient les gouvernements conservateurs à « y aller au forceps en s'engageant à mettre fin au service de l'État ». Mais c'était là courir le risque, critiquait Pirie, « en prenant la question de front, d'avoir

à affronter les ennemis tous ensemble²⁵⁹». Dénationaliser en bloc est certes envisageable dans certains secteurs, mais c'est une « technique hautement visible²⁶⁰ », et de ce fait politiquement risquée. Il faut en général adopter plutôt d'autres méthodes, moins voyantes, plus progressives. Micro, la micropolitique l'est d'abord par son mode d'action, en ce qu'elle procède petit à petit. Ce genre de recommandations a étonné, y compris dans le camp conservateur. Certains ont accueilli avec défiance l'approche de ces micropoliticiens qui « plutôt que de chercher à remplacer immédiatement le secteur public par des alternatives privées, semblaient ne viser que des avancées plus modestes ». Mais y voir un manque d'ambition, une politique du compromis ou de la demi-mesure, était un contresens : ces néolibéraux, loin de se comporter en réformateurs timorés, cherchaient plutôt, en révolutionnaires conséquents, à concevoir des processus de transformation sociale de longue durée.

Rien n'illustre mieux cette philosophie que les procédés qu'ils rangent sous l'étiquette de « micro-incrémentalisme²⁶¹ ». Parmi eux, la méthode numéro 15, « en finir avec les monopoles publics pour que s'épanouisse la concurrence²⁶² ». Dans ce cas de figure, on « laisse l'offre publique intacte, tout en développant une alternative à ses côtés dans le secteur privé. [...] On crée ainsi des circonstances où les gens ont un choix alternatif efficace²⁶³ ». Pas besoin de dénationaliser d'un coup. L'État peut bien demeurer le seul actionnaire – une fois introduite l'ouverture à la concurrence, un processus s'enclenche qui aboutira in fine à peu près au même résultat. Pirie cite l'exemple de la libéralisation, par une Thatcher toute fraîchement élue, en 1980, du transport interurbain par bus – prélude à la privatisation des chemins de fer britanniques²⁶⁴...

La force de ce procédé réside en ceci : une fois la libéralisation actée, ce sont les individus eux-mêmes, par leurs microchoix de consommateurs, qui deviennent les moteurs du changement. « Une caractéristique attrayante de ce type de privatisation est qu'elle permet le passage progressif du public au privé sans qu'il soit nécessaire de se battre pour privatiser l'ensemble du service. [...] Les gens votent avec leur porte-monnaie, déterminant eux-mêmes le rythme auquel ils souhaitent que les services privés se développent²⁶⁵. » Ainsi « les choix sont-ils progressivement faits par les individus, et, au fil des mois et des années, ils produisent cumulativement la nouvelle réalité. Les révolutions les plus sûres sont celles que les gens font pour eux-mêmes au cours du temps²⁶⁶. »

Peu spectaculaire dans son mode d'action, cette micropolitique de la privatisation n'en est pas moins redoutable. C'est ce

que l'on pourrait appeler, par référence à l'insecte xylophage du même nom, *la politique du capricorne* : nul besoin de tailler les poutres à la hache quand, tapies dans le bois, mille petites gueules rongent inexorablement la charpente.

Avec cette méthode, il n'est pas nécessaire de persuader tout le monde d'adhérer au projet global d'une société de marché pour que chacun œuvre à la faire advenir. En réalité, il est même crucial de ne jamais poser aux gens la question à cette échelle : cette société-là, on ne va pas la leur vendre en gros, seulement au détail. La grande question du choix de société, on l'élide en la dissolvant dans les minuscules questions d'une société de choix. La ruse de la raison micropolitique consiste en ceci que, dans ces micro-choix, on décide aussi par surcroît, sans le savoir, d'autre chose que de leur objet immédiat, les volitions de chacun contribuant par-devers soi à construire une société que l'on n'aurait peut-être pas choisie si on nous l'avait présentée dès le départ comme étant le résultat attendu. Petite, cette micropolitique l'est donc encore aussi au sens de la mesquinerie. Rétrécir l'horizon. Ne plus regarder le monde que par le petit bout de la lorgnette. Le paysage général, on ne le contempera que plus tard, en prenant peut-être enfin un peu de recul. Un à un, les rapports les plus infimes en auront été altérés et, à perte de vue, l'ensemble sera devenu méconnaissable.

Les analyses du choix public évoquaient, au sujet de l'État-providence, un « effet de cliquet » dans la dépense publique : une fois certains programmes sociaux accordés, non seulement il devenait difficile de revenir en arrière, mais ils avaient tendance à s'étendre à de nouveaux bénéficiaires. Les privatiseurs théorisent un effet de « cliquet inverse », « un cliquet du secteur privé » – l'idée étant qu'il suffirait d'amorcer le processus de privatisation pour « mettre en mouvement une chaîne d'événements qui va finir par mener au but désiré²⁶⁷ ». L'aspect le plus attractif de cette solution, d'un point de vue politique, est « sa permanence. On n'a besoin de le faire qu'une seule fois²⁶⁸ ».

Mais entendons-nous bien. Pour enclencher ce genre de processus, il est indispensable de faire sauter certains verrous législatifs. Cela peut impliquer des conflits centraux, des batailles macropolitiques qu'il faut gagner à cette échelle-là. En cela, loin d'exclure l'épreuve de force, la micropolitique la requiert au contraire assez souvent pour que ses micro-rognages puissent s'enclencher. Mais, pour chaque secteur, promet-on, on n'aura à imposer la chose qu'une seule fois – ouvrir à la concurrence, changer un statut, etc. Ensuite, plus besoin de guider le

mouvement d'en haut, on n'aura plus qu'à laisser faire. Et les termites, vous et moi, feront leur office.

C'est cette vision-là de l'histoire, cette idée que l'on n'aurait à remporter chaque fois qu'une seule et unique victoire décisive pour libérer les énergies dissolvantes du marché dans le secteur concerné, qui motive la ténacité des gouvernements néolibéraux dans ce type de conflit : ils les lisent comme des batailles-cliquets.

On prétendait ainsi avoir découvert le chaînon manquant du néolibéralisme. Jusque-là, expose Pirie, il y avait, entre sa méthodologie économique et ses préconisations politiques, un étonnant décalage : « les économistes ont beau reconnaître l'importance prépondérante des facteurs microéconomiques, ils n'étendent pas ce constat à l'arène politique. Il n'est pas rare d'entendre des économistes dont l'analyse repose sur des études microéconomiques en appeler par exemple à "en finir avec les industries d'État" ou à [...] "l'abolition du service de santé publique" ». De leur côté cependant, « les dirigeants politiques, qui savent bien que ce genre de choses ne s'accomplit pas par simple décret, considèrent ces conseils comme étant déconnectés de la réalité politique²⁶⁹ ».

Il s'agissait d'harmoniser le mode d'action avec la méthode d'analyse, de repenser la stratégie politique à l'échelle de l'analyse microéconomique : de même que « la microéconomie considère le comportement des individus et des groupes sur les marchés économiques, la micropolitique s'intéresse aux marchés politiques²⁷⁰ ». C'était d'une certaine façon prolonger la démarche de « l'école du choix public²⁷¹ », sauf que l'on ne se contentait plus de faire la critique du fonctionnement du marché électoral ; on voulait trouver les moyens de *modifier* les choix qui s'y forment. « Une fois que l'on a compris les dynamiques du marché politique, on peut y introduire des dispositifs qui redirigent les forces qui y opèrent. Et c'est tout ce que la micropolitique veut faire²⁷². »

Mais l'obstacle majeur identifié par les analyses du « choix public » demeurait en travers du chemin. Celles et ceux qui bénéficient des « largesses » de l'État-providence (les fameux « groupes d'intérêts », mais, plus largement, le public en général) forment avec celles et ceux qui les fournissent (les fonctionnaires) une coalition puissante en faveur de leur maintien. À partir de là, on voyait mal ce qui pourrait bien inciter les uns ou les autres à se faire les partisans du contraire.

Si ce défi semble impossible à relever, admet Pirie, c'est qu'il faudrait découvrir les moyens de « faire en sorte que les gens

travaillent directement à l'encontre de leurs propres intérêts²⁷³ ». Le « problème fondamental de la philosophie politique²⁷⁴ », écrivaient Gilles Deleuze et Félix Guattari, se ramène à la fameuse question de Spinoza : « Pourquoi les hommes combattent-ils pour leur servitude comme s'il s'agissait de leur salut ? » Selon eux, la réponse était à chercher du côté d'une analyse de la « machinerie du désir²⁷⁵ », une tâche qui ne pouvait être menée que par des « micro-mécaniciens²⁷⁶ ».

Les micro-politiciens néolibéraux posent en parallèle, mais à front renversé, avec des visées politiques antithétiques, une question voisine – non plus *pourquoi*, mais *comment faire en sorte* que les hommes combattent pour leur servitude comme s'il s'agissait de leur salut ? Leur réponse avait de faux airs de famille avec celle des auteurs de *L'Anti-Œdipe* : déployer pour cela une micro-ingénierie du choix rationnel. Comment amener les gens à faire ce que nous voudrions qu'ils fassent ? Non pas tant par la répression de leurs grands désirs que par la réorientation de leurs plus petits choix²⁷⁷.

Mais comment procéder, plus précisément ? Les privatisateurs rédigent des manuels listant les tactiques disponibles. Pirie énumère non moins de 22 grandes méthodes de privatisation avec leurs variantes. À l'instar des Anciens donc, il répertorie les ruses de guerre – négligeant cependant au passage de s'appliquer à lui-même ce qui constituait pourtant le premier des stratagèmes selon Frontin : « cacher ses desseins²⁷⁸ ».

Prenons un procédé parmi d'autres : pour privatiser avec succès, toujours « offrir quelque chose en échange de la perte », c'est-à-dire « acheter les groupes d'intérêts existants²⁷⁹ ». En 1983, le gouvernement Thatcher entreprend de privatiser British Airways. 20 000 postes sont sur la sellette, soit près d'un salarié sur trois. Si vous décidez de licencier à cette échelle, vous allez devoir affronter de vives oppositions. Que faire ? « On leur a offert des conditions généreuses en contrepartie de départs volontaires » (un chèque correspondant à deux ans de salaire²⁸⁰). Il est donc possible, commente Pirie, d'amener les gens à « renoncer à un gain continu à long terme [...] en échange d'un gain unique [...] qui met fin au système²⁸¹ ». Pour torpiller un intérêt durable, faire miroiter un avantage immédiat.

Tout le monde ne se laissera pas berner, mais peu importe. Le seul fait qu'une fraction des salariés entre dans la combine permet de briser l'unité. On « achète » ce faisant des portions-clés de la coalition adverse. À British Airways, les recours juridiques exercés par les organisations syndicales ayant « retardé à

plusieurs reprises la date de la vente, des employés ont menacé de déclencher une grève si les négociations n'étaient pas rapidement menées à leur terme. Les travailleurs avaient été, comme souvent dans d'autres entreprises, embarqués comme partenaires de la privatisation²⁸². » « Il est pour le moins douteux, admet cependant Pirie, que l'une ou l'autre de ces réformes aurait pu avoir lieu [...] sans la perspective d'une privatisation imminente²⁸³. » Il est vrai que, sans le bâton, la carotte a l'air beaucoup moins appétissante.

Cette tactique connaît bien des déclinaisons. Plutôt que d'acheter aux gens leur propre avenir, on peut leur promettre qu'ils conserveront leurs avantages à long terme à condition de sacrifier les nouveaux entrants. Ainsi, « lorsque les intérêts spéciaux existants ont le pouvoir de contrecarrer un passage au secteur privé, on peut utiliser une technique qui modifie le modèle à l'avenir tout en continuant à profiter aux bénéficiaires actuels²⁸⁴ ». Pourquoi donc vous mobiliseriez-vous pour la défense d'un statut qu'on ne vous enlèvera pas à vous ? Pourquoi vous en soucier puisque vous n'êtes pas personnellement concernés ?

Cette méthode consistant à « bloquer les entrées futures tout en garantissant les avantages de ceux qui sont déjà à l'intérieur du système » a, outre le cas évident du statut de la fonction publique, de nombreux autres champs d'application. Prenons le cas de l'encadrement des loyers. La logique est la même : si vous essayez de déréguler d'un coup le marché immobilier, les locataires qui bénéficient de loyers plafonnés vont se révolter. Une autre démarche, plus prudente, consiste à s'abstenir de toucher aux baux existants tout en changeant les termes des nouveaux contrats de location. « Cette méthode entraîne une série d'événements en chaîne qui réduisent, progressivement, mais inexorablement l'offre sous contrôle public et accroissent peu à peu la part du marché privé. On parviendra ainsi sans problème majeur à l'extinction de ce qui apparaissait pourtant comme une composante irréductible du secteur public²⁸⁵. »

Cette même méthode peut également se révéler très utile pour partir à l'assaut des régimes de retraites. Rien ne sert, là encore, d'exciter les oppositions en s'attaquant trop ouvertement aux droits sociaux des travailleurs encore actifs. Pour faire passer votre réforme, prenez surtout bien soin de préciser, recommande Pirie, que « les changements proposés ne s'appliqueront pas aux prestations promises et n'affecteront personne atteignant l'âge de la retraite avant la fin du siècle ». « Ces propositions, résumet-il, consistent en quelque sorte à "acheter" les générations présentes afin de mettre progressivement en place un nouveau

système²⁸⁶. » Vendez-nous les générations futures et vous serez épargnés. Le message est le même que précédemment : étant donné que vous ne serez pas touchés *personnellement*, en quoi cela vous concernerait-il donc *politiquement* ? Pourquoi vous battre pour d'autres que vous-mêmes, fussent-ils vos enfants ou vos petits-enfants ? Ne voyez pas plus loin que le bout de votre nez. Qu'importe après tout, puisque vous-mêmes – promis, juré – passerez entre les gouttes. Et après vous le déluge.

La micropolitique néolibérale pense à long terme et sait prendre son temps²⁸⁷. Même si elle a par moments besoin d'opérer des percées rapides afin d'emporter des positions-clés, la campagne d'ensemble n'est pas et ne peut pas être une *Blitzkrieg*. Le calcul stratégique opère ici à l'échelle de plusieurs générations. De fait, nous y sommes encore. Plusieurs décennies après que ces principes ont été thématiques, leur actualité est encore frappante. C'est le signe que le processus n'est pas achevé. Je veux dire qu'il est encore temps de le faire dérailler.

Micro, cette politique l'est encore par l'échelle qu'elle privilégie : subdiviser le territoire, mener une « politique d'expérimentation à petite échelle²⁸⁸ », créer des zones franches... En conséquence, les dispositifs micropolitiques ne seront pas uniformes. « Chaque cas étant différent, chacun requiert une politique distincte²⁸⁹. » Bref, diversité des tactiques. Décentraliser, déléguer autant que possible les décisions à de multiples agents locaux aux rythmes discordants. Diffraction et désynchroniser les rapports de force. Ceci afin d'empêcher l'adversaire non seulement de faire masse, mais encore de *faire date*.

Cette tactique de fragmentation n'est pas seulement territoriale, elle est aussi sociale. Dans le souci de ne surtout pas avoir à « affronter tous les ennemis ensemble », la micropolitique prescrit une stratégie de « subdivision des classes²⁹⁰ » : « isoler certains groupes en les traitant différemment selon leur statut²⁹¹ » de sorte à « réduire la taille de l'opposition²⁹² ». Diviser pour mieux régner, on réinvente la poudre.

Le micropoliticien consacre « des efforts considérables à convertir certains groupes en amis, ainsi qu'à former des alliances pour contrecarrer l'opposition d'autres groupes²⁹³ ». C'est la *méthode numéro 11* : « mettre en place des contre-groupes²⁹⁴ ». Pour libéraliser par exemple le système de santé, il est conseillé de s'appuyer sur « les groupes qui se tournent vers la médecine privée ». Cette tactique est d'autant plus efficace qu'elle s'adresse à des « classes moyennes [...] dotées d'une grande visibilité et qui savent faire efficacement pression sur le

système afin de parvenir à leurs fins²⁹⁵». Autre cas – et mêmes acteurs : l'éducation. Seule une minorité de parents – « ceux qui ont les moyens d'avoir le choix²⁹⁶ » – peuvent se permettre de « payer deux fois²⁹⁷ », en inscrivant leurs rejetons dans le privé. Deux fois ? Oui, car ils paient directement, par le prix, pour inscrire leurs propres enfants à l'école privée alors qu'ils ont déjà payé indirectement, par l'impôt, mais pour l'éducation publique *des enfants des autres*, puisqu'ils ont renoncé à ce service pour les leurs propres. On a là une formidable opportunité pour la création d'un contre-groupe sur le front du service public d'éducation : mobiliser les parents d'élèves du privé pour que « leurs » impôts cessent de financer l'enseignement public.

Une remarque importante : ce qu'ont très bien compris les tacticiens de la micropolitique néolibérale, c'est que la puissance politique des rapports de marché ne réside pas seulement, contrairement à l'image trompeuse qu'en véhiculent certains, dans leur prétendue capacité de régulation *automatique* de la société. S'ils importent, c'est aussi en ce qu'ils produisent et renforcent des intérêts sociaux dont les énergies peuvent être politiquement mobilisées pour la défense et la consolidation des marchés qui les sous-tendent. Pour que le projet néolibéral l'emporte, il ne suffit pas d'économiciser la politique, il faut aussi politiser les intérêts économiques susceptibles de soutenir le mouvement, constituer, à partir des positions de marché, des groupes socio-politiques mobilisables. Sans cela, un programme néolibéral ne peut pas remporter ses indispensables victoires sur le marché électoral, ni un gouvernement néolibéral résister longtemps, dans l'hypothèse où il serait dépourvu de toute base sociale autre qu'oligarchique, à des confrontations sociales de grande ampleur. Si l'on veut « tourner le flanc des coalitions favorables à la dépense publique²⁹⁸ », il est indispensable de construire des contre-coalitions politiques. Il ne s'agit pas de dissoudre sans reste la politique dans des mécanismes de marché, mais bien d'activer des intérêts de marché à même de servir de bases sociales à la constitution de groupes de soutien politique au programme de libéralisation.

Le cœur de cible de la micropolitique néolibérale, ce sont les « classes moyennes ». Dans les années 1980, la stratégie politique de la « nouvelle droite » américaine, celle de Reagan, s'est appuyée sur ce soubassement social-là. La stagflation, à la différence d'autres périodes de dépressions économiques, avait eu pour effet non pas de niveler mais au contraire d'accentuer, comme l'a montré Mike Davis, la « différenciation intra-classe²⁹⁹ », de polariser la structure sociale non pas seulement entre les classes, mais

à l'intérieur des classes sociales elles-mêmes, creusant l'écart entre nantis et plus démunis en chacune, avec pour conséquence de faire prospérer, au faite des classes moyennes, une couche hargneuse composée de managers, de professions libérales, de nouveaux entrepreneurs et de rentiers. « La fragmentation de la structure de classe qui en a résulté a facilité la recomposition de la politique autour de l'axe égoïstement "survivaliste" favorisé par la Nouvelle Droite³⁰⁰. » Un néo-populisme qui, écrit Mike Davis, exacerbat le « ressentiment des travailleurs blancs contre les assistés³⁰¹ » afin de mieux promouvoir une « stratégie de redistribution sociale en défaveur des minorités, des employés du secteur public et des travailleurs à bas salaires³⁰² ».

Si le néolibéralisme a remporté ses victoires, c'est moins en tant qu'idéologie qu'en tant que technologie politique. Un anthropologue oublié, Arsène Dumont, proposait, au tout début du xx^e siècle, une distinction notionnelle entre « l'éthographie, la description des mœurs » et « l'éthonomie, l'art de faire que les mœurs soient ce qu'elles doivent être³⁰³ ». La micropolitique néolibérale apparaît en ce sens comme une éthonomie politique, une technologie visant à modifier les façons de se conduire soi-même et de se comporter avec les autres. L'esprit général de cette éthonomie ne transpire que trop dans les exemples ici rapportés : inciter chacun à suivre ses inclinations les plus insociables, quitte à dissoudre les formes les plus élémentaires de ce que Hegel appelait la *Sittlichkeit*, la « moralité des mœurs ». La micropolitique néolibérale vise à produire des effets sur la conscience et sur l'action. Altérer radicalement les capacités de penser et les manières d'agir, ceci à un niveau anthropologique. Telle est la radicalité de ce à quoi nous sommes confrontés. Il faut en prendre toute la mesure.